



HISTOIRES DE PJ

CHARLES PELLEGRINI

avec la collaboration de Jérôme Pierrat

la manufacture de livres

Histoires de PJ

Charles Pellegrini

avec la collaboration de

Jérôme Pierrat

Histoires de PJ

LA MANUFACTURE DE LIVRES

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être informé de nos publications,
envoyez vos coordonnées en citant ce livre à :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris
ou

contact@lamanufacturedelivres.com

www.lamanufacturedelivres.com

ISBN 978-2-35887-017-7, version papier

ISBN 978-2-35887-462-5, fichier PDF

ISBN 978-2-35887-463-2, epub

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Avant-propos

« Vivre dans la violence c'est s'exposer à mourir de la même façon. Si c'est un choix de vie, que ceux qui l'ont fait en assumant les conséquences. »

Commissaire divisionnaire, adjoint puis chef de l'OCRB, l'Office Central pour la Répression du Banditisme, de 1973 à 1981. Actif au sein de la cellule antiterroriste de l'Élysée. Auteur à succès. Aujourd'hui spécialiste en analyse de risques et consultant pour une société de sécurité privée. Charles Pellegrini est un flic orchestre. Les affaires de rapt, le grand banditisme, le monde secret du Renseignement, ça le connaît ! Il a activement participé à la plupart des grandes enquêtes criminelles du XX^e siècle, qu'il s'agisse du gang des Lyonnais, de l'enlèvement de Christophe Mérieux ou de Michel Maury-Larivière, des affaires Mesrine ou Patrick Henry...

Né en 1939, Charles Pellegrini passe les treize premières années de sa vie dans un petit village au-dessus de Solenzara, en Corse. Et Corse, Pellegrini l'est comme on ne l'est plus assez, sans ostentation ni pathos. En 2009, à Corse Matin, il affirmera « [...] qu'être flic et corse est tout à fait gérable. Il faut simplement tenir compte du contexte ici comme ailleurs ».

Pour l'instant, ses yeux d'enfant regardent l'azur. Il veut devenir pilote. Finalement, ce sera la police, ce qui ne l'empêchera pas de pratiquer l'aviation tout au long de sa vie, pour ses loisirs. Engagé volontaire pendant la guerre d'Algérie, il est sous-lieutenant d'infanterie de marine dans un commando de chasse en Grande Kabylie. Il est jeune et pense que l'Algérie devrait rester française. Ce qu'il a vu sur place l'a laissé dubitatif sur la présence française en Algérie, dira-t-il plus tard. Le sort réservé aux Harkis, qui ont apporté leur soutien à la France, le révolte. Là-bas, il vit ses premières histoires. Un sanglier vient toutes les nuits labourer son avant-poste. Un soir, avec le défunt sergent Paul Guidicelli, il décide de faire la peau de la bête. Pendant la battue, ils tombent sur des fellaghas, et engagent le combat. Ce fait d'armes lui rapporte sa première décoration.

À son retour d'Algérie, en mai 1962, Pellegrini intègre la CRS 49 de Donzère-Mondragon. Il traverse une nouvelle fois la Méditerranée. Sa mission à Oran, officier stagiaire,

lui évite d'entrer dans la répression contre des Français. Responsable de la sécurité de l'aéroport, il doit gérer l'exode douloureux des pieds-noirs. Et puis, il y a l'école nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, à côté de Lyon. Une école où Pellegrini va faire ses armes théoriques.

Les révoltes de mai 1968 embrasent les grandes villes de France. À Lyon, Pellegrini vit les affrontements côté policier. Il est témoin de la mort d'un commissaire de police. Une tragédie qui imprimera durablement son cœur et son esprit. Le 8 août 1968, il est affecté dans un commissariat de Reims. Sa première affaire ? Une vieille dame assassinée à coups de pince multiple à Signy-l'Abbaye, dans les Ardennes. Une affaire longue et compliquée, malgré les apparences. À partir de là, les affaires vont s'enchaîner, et par un effet boule de neige, prendre de plus en plus d'ampleur.

Aujourd'hui, il dirige une entreprise de conseil spécialisée dans la sécurité des entreprises et la lutte contre l'espionnage industriel. Son regard sur notre société est toujours aussi aiguisé : « Le grand banditisme, maintenant, c'est eux : les voyous des cités. Les caïds des quartiers investissent des grosses sommes d'argent à l'étranger, comme les grands voyous d'avant. La cité autonome, où on recrutait les guetteurs, où on organisait le trafic, où les voyous finançaient des familles entières et des associations, où ils protégeaient les habitants de l'extérieur, appartiendra bientôt au passé. Maintenant, on ne protège plus les habitants mais les seuls

caïds », explique-t-il à Bénédicte Charles pour Marianne. C'est ça qui distingue un flic d'un grand flic. Son acuité, sa capacité à transcender les crimes sur lesquels il enquête et à en tirer un enseignement.

Alors, pas la peine de rappeler l'histoire des Irlandais de Vincennes, ni les affaires des écoutes sauvages, pour lesquelles il se dit non concerné... Autant de chapitres de la longue histoire de la République souterraine, auxquels le nom de Charles Pellegrini fut pourtant associé. Focalisons sur le policier hors norme, le représentant de l'ordre dans le chaos d'une époque. Écoutons-le nous raconter son travail, ses objectifs, ses techniques, mais aussi ses doutes et ses émotions.

Des histoires, durant sa carrière, ce policier hors norme en a vécu des tonnes. Des histoires de Pj, bien entendu...

Clairvaux, premier fait d'armes

EN AOÛT 1968, j'obtiens mon premier poste au SRPJ de Reims. Ce Service Régional de Police Judiciaire est ce que l'on surnomme à l'époque un SRPJ « agricole ». Autant dire pas grand-chose ! Il s'agissait d'une toute petite équipe composée d'environ une quinzaine de collaborateurs qui enquêtait sur des vols de coffres dans des usines de métallurgie de la vallée de la Meuse le week-end, des incendies volontaires, des escroqueries à l'assurance et des incestes...

Un quasi désert criminel ! On y recense péniblement deux hold-up par an. Je m'ennuie un peu. En vérité, je m'ennuie beaucoup.

Ancien officier en Algérie, puis CRS, j'ai choisi la police judiciaire à cause de ma lecture assidue de *San Antonio*... J'attends impatiemment de gagner

un service plus animé, de pouvoir déployer mes ailes. Lors des réunions des divers SRPJ, je regarde à la dérobée mon collègue « agricole » de Limoges. Face aux belles affaires des Lyonnais, des Marseillais, nous avons l'air de deux minables !

Le 21 septembre 1971, ma carrière va subir un coup d'accélérateur et me faire basculer au cœur de cette action qui me manquait tant. Je suis dans mon petit pavillon de la banlieue rémoise. Sur l'écran de mon téléviseur, les caméras de France 3, à l'époque FR3, montrent une prise d'otages à la prison de Clairvaux, sur mon secteur. Je bondis et tente de joindre mes responsables par téléphone. Personne ne répond. J'appelle le procureur de Troyes, puisque le SRPJ de Reims couvrait cinq départements : l'Aisne, les Ardennes, la Haute-Marne, la Marne et l'Aube. J'explique au procureur qu'il ne doit pas hésiter à nous saisir. Nous avons tout le matériel adapté.

En fait, nous n'avions rien du tout ! Mais en vérité, personne n'était vraiment équipé pour ce genre d'affaire. À l'époque, la prise d'otages des athlètes israéliens à Munich n'a pas encore eu lieu, et le RAID et le GIGN n'existent pas.

Je prends la voiture et file vers Clairvaux accompagné de deux inspecteurs, Revest, un vieux de la vieille et Richebourg, un jeune qui venait d'arriver. Après tout, on verra bien ! J'ai juste le réflexe d'attraper un

« lance-patate », un fusil à grenade lacrymogène censé pouvoir défoncer une porte.

Arrivé sur place, je me retrouve au sein d'un immense foutoir : les cris des détenus, les gardiens passablement éméchés, le sous-préfet dépassé... Le procureur, le conseiller général, le maire, chacun donne son avis, exige des actes. Je prends le procureur à part et je demande à être saisi de l'affaire. Je sais que j'agis à l'esbrouffe, au nez et à la barbe des gendarmes présents et du colonel. Le magistrat hoche la tête à ma grande surprise.

La situation est intenable. Deux condamnés se sont barricadés dans l'infirmerie avec un gardien et une infirmière. À ce duo s'ajoute un autre détenu dont le rôle s'est avéré trouble : le détenu infirmier Hoen dont on ignore le réel degré d'implication. Les deux criminels se nomment Claude Buffet et Roger Bontemps, et je comprends vite qu'ils n'ont rien à perdre. Buffet a écopé de la réclusion à perpétuité – il a braqué un taxi et tué Françoise Bésimenski, une cliente qu'il a chargée en tant que chauffeur de taxi. Mais au lieu de suivre la direction qu'elle désirait, il l'a entraînée dans un chemin isolé près du Bois de Boulogne, l'a menacée d'un pistolet et a réclamé son sac à main. La jeune femme a refusé. Buffet lui a tiré dessus et elle est morte. Pour détourner les soupçons,

il a maquillé le crime en acte sadique, dénudant le corps et enfonçant un poudrier dans le sexe de sa victime.

Quant à Bontemps, à la suite d'une visite médicale, il a raté le car du retour et, fortement alcoolisé, il a emprunté une voiture garée à Épinal. Condamné à dix-huit mois, ne trouvant pas de travail à sa sortie, il a récidivé. Il a pris un taxi, l'a forcé à s'arrêter sous la menace d'un pistolet en plastique, a éjecté le chauffeur, est reparti et a braqué un bistrot. Bontemps a été cette fois condamné à vingt ans de prison, où il s'est lié avec Buffet. Il est clair qu'aujourd'hui, il aurait sans doute pris six mois avec sursis. Autre temps, autres mœurs !

La prison a fait de Bontemps une bête fauve et de Buffet un vrai psychopathe. Les deux détenus réclament une voiture, de l'argent, des armes, affirment qu'ils ne mangeront ni ne boiront rien de ce qu'on leur enverra pour ne pas se faire droguer, et qu'ils possèdent de quoi soutenir un siège. Les négociations s'embourbent.

Très vite, il est décidé que l'ordre ne cédera pas au chaos. L'assaut se profile, mais comment faire ? On ne voit rien de ce qui se passe à l'intérieur, les fenêtres sont bouchées par les couvertures et on ne communique avec l'infirmerie que par téléphone. Comme je l'ai dit, le RAID et le GIGN n'existent même pas en imagination, donc il va falloir improviser.

Il y avait eu des précédents, notamment à la maison d'arrêt d'Aix, où le chef du GRB – Groupe de Répression du Banditisme – de Marseille, Gonzales avait réussi son coup. Mais il avait pu parler en direct aux preneurs d'otages. À Clairvaux, la configuration était différente, les deux hommes étaient retranchés dans une sorte de bunker, et on ne pouvait entrer en contact avec eux que par téléphone. Buffet avait fixé ses conditions et je rappelle qu'on ne pouvait pas empoisonner la nourriture parce qu'ils l'auraient fait goûter au préalable par les otages. Ils avaient les nerfs à vif. Le directeur général de la pénitencière de Dijon avait essayé de négocier, mais il n'avait réussi qu'à les exciter un peu plus.

Ce n'est que tard dans la soirée que la situation va enfin se débloquer. Le ministre de la Justice, René Pleven, est au téléphone. Il est 23 heures.

– Monsieur Pellegrini, si on donne l'assaut, a combien estimez-vous les chances de récupérer les otages vivants ?

Estomaqué par la question, je lance :

– Dix à quinze pour cent, Monsieur le Ministre !

Je reçois un coup de coude parce qu'il faut dire Monsieur le Président, puisque mon interlocuteur a exercé les fonctions de Président du Conseil.

– C'est bien, alors allez-y !

Évidemment, ça peut choquer. Mais il faut se replacer

dans le contexte. Cette décision a été prise un peu à la Russe ou à la hussarde, c'est selon. Aujourd'hui, s'il n'y a pas 95 % de chances du côté des otages, on ne donne pas l'assaut. À l'époque ce n'était pas la même chose.

Une fois cet ordre donné, se pose la problématique de l'action. De nos jours avec du Semtex, on peut faire sauter à peu près ce qu'on veut. À l'époque, il n'y avait rien. Je réfléchis avec les gendarmes, mais c'est moi qui dois décider. J'ai fait une carrière dans l'armée, en partie dans le Génie et je connais bien les explosifs. J'arrive rapidement à la conclusion qu'il faut faire sauter les portes. Où trouve-t-on de l'explosif puisqu'on n'en dispose pas sur place ? Au Génie. Où est le Génie ? À Brienne-le-Château. Qui donne l'ordre au Génie ? Le Général. Qui actionne le Général ? Le procureur général. Donc en pleine nuit, on met en branle cette chaîne de commandement.

On examine le plan de l'infirmerie, les deux entrées possibles. La stratégie est figée. Deux adjudants du Génie débarquent en appui technique avec le plastic. On leur demande de s'habiller en surveillants pour traverser la cour parce que tous les détenus sont aux fenêtres avec leurs gamelles et font un tintamarre de tous les diables. Autant se montrer discret quand on prépare une opération aussi délicate. Les militaires posent cinq cents grammes de plastic sur chaque porte.

À quatre heures du matin, je donne l'ordre de passer à l'action. Je suis en tête du côté de l'infirmerie. Boissargnier, le lieutenant de gendarmerie de Troyes donne l'assaut de l'autre côté, tandis que le colonel qui se trouve à l'étage inférieur a la charge de déclencher l'explosion simultanée ; les fils ayant été reliés au même détonateur. Pourquoi à quatre heures du matin ? Parce que dans tous les manuels militaires, il est expliqué que c'est l'heure où l'attention de l'ennemi s'avère la plus faible. Où il a presque fini sa nuit et où il attend le lever du jour.

Donc à quatre heures du matin, ça explose ! Les deux portes volent en éclats et nous nous ruons dans la pièce sous un déluge de gravats et de poussière. Suite à l'explosion, je suis resté sourd une quinzaine de jours. On ne savait pas ce qu'il y avait derrière en calculant la charge de plastic. Trop peu c'était s'exposer à rester du mauvais côté de la porte avec des conséquences dramatiques à l'intérieur, trop c'était provoquer des dommages collatéraux également dramatiques.

Bontemps tente d'enflammer une bouteille d'éther. Buffet veut bloquer la porte... Je lui donne un violent coup de pied. Adossé au mur, le gardien Guy Girardot gît, égorgé. De l'autre côté, l'infirmerie, Nicole Comte se vide de son sang, poignardée au ventre. Les pompiers éteignent l'incendie,

les gardiens tentent de lyncher Buffet et Bontemps. J'ai failli loger une balle dans la tête de Buffet qui était encore en train de se débattre, mais Boisgarnier, d'un coup de rangers sur la main, a fait sauter mon 357. Les deux preneurs d'otages, gardés par une trentaine d'hommes, ont été transportés à l'infirmerie.

L'affaire a un retentissement énorme. Je suis considéré de façon très différente par la hiérarchie. On me décore de l'ordre national du Mérite, peut-être pour s'exonérer d'une affaire pas si glorieuse que ça. Lors du procès, l'avocat Robert Badinter me traite avec mépris, le ministre Pleven affirme qu'« on a donné l'assaut parce que nous savions que les otages étaient morts ». Interrogé au tribunal, je ne peux que répondre que je ne sais pas. Les deux corps étaient froids, mais la lance à incendie des pompiers y était peut-être pour quelque chose... Badinter hurle au scandale. Je me souviens que Bontemps passait son temps à demander : « Pourquoi vous avez donné l'assaut ? » Et moi de répondre : « Parce que de toute façon Buffet n'aurait jamais cédé. »

Buffet et Bontemps seront condamnés à mort et exécutés le 29 novembre 1972.

Il y a pour moi, très rapidement, un avant et un après Clairvaux. En effet quelques mois après ces événements, le directeur de la PJ me convoque et m'annonce

ma nomination au GRB, groupe de répression du banditisme de Lyon. À Reims, depuis le début de l'année 1971, j'ai vu passer des téléx sur une série de braquages dans la région lyonnaise, une série qui s'étend, avec la même technique. Je ne sais pas encore que c'est l'œuvre du gang des Lyonnais et que je vais devoir les affronter, sur leur terrain !

Le gang des Lyonnais

Les racines du mal

LA PREMIÈRE QUESTION qu'on me pose souvent quand on évoque cette affaire qui a défrayé la chronique dans les années soixante-dix, c'est pourquoi le «gang des Lyonnais»? La réponse n'a pourtant rien d'original. En fait, les quinze membres présumés de cette bande organisée de braqueurs étaient tous originaires de Lyon et de sa banlieue!

Ce gang a profondément marqué les esprits. Il rayonne encore aujourd'hui d'une aura particulière... Entre 1970 et 1974, la police a attribué à cette fine équipe plus de trente-cinq braquages, dont l'un des plus gros braquages de l'histoire du crime. Le 30 juin 1971, le gang des Lyonnais réussit en effet

Dans la même collection

Au coeur du trafic, Bruno Di Maio, 2008

Mesrine, mon associé, Michel Ardouin, 2008

Le Colombien. Des parrains corses aux cartels de la coke, Laurent Fiocconi, 2009

Zampa, José d'Arrigo, Roger Grobert, 2010

Braqueur, Rédoine Faïd, Jérôme Pierrat, 2010

Mes gardes à vue, Stéphane Chaigneau, 2010

Coke à bord. En voilier, en hors-bord, en sous-marin, j'ai transporté la drogue des cartels, Yann Tassin, 2011

L'histoire vraie du gang des Lyonnais, Richard Schittly, 2011

MAQUETTE ET MISE EN PAGES

